

CTM du 6 avril 2020 - Point n°2 sur l'arrêt des réformes et réorganisations

Motion proposée par la FSU

Exposé des motifs

S'il fallait encore se convaincre du poids de l'humanité sur la planète, et alors que la pandémie fait rage, on redécouvre le lien entre perte de biodiversité et risque sanitaire et plus précisément, que c'est l'adaptation de la biodiversité à l'évolution de son environnement dégradé qui est vraisemblablement à la source de l'émergence de ces nouveaux virus.

Quand on est agent-e au service de la transition écologique, solidaire, de la cohésion des territoires, on ne peut qu'être frappé par la radicalité devenue vertu dans la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 : la rapidité de la propagation à l'échelle planétaire l'immédiateté des effets sur la population mondiale, l'impact direct, massif, constatable sur les humains sont tels que tout déni a été très vite balayé. Les totems intangibles de sociétés productivistes, de libre échange, sont remis en cause.

Nul-le ne peut ignorer l'effondrement de la biodiversité ni la réalité du changement climatique, surtout dans ces ministères ! A l'échelle du vivant, la crise sera bien plus puissante, mais à ce jour sans effet létal massif et immédiat, laissant la place au déni et un scepticisme largement entretenu par quelques lobbys auxquels les pouvoirs en place paraissent bien trop sensibles.

Faut-il vraiment que la crise écologique prenne une ampleur cataclysmique pour revoir notre modèle économique et social ?

Il y a quelques mois les experts chiffrèrent à 1000 milliards € les investissements nécessaires à la transition écologique de l'Union Européenne. Aujourd'hui c'est 5 fois plus, 5000 milliards € qui sont mis sur la table pour sauver l'économie européenne et son modèle !

Nous pouvons encore changer la donne, mais nous avons si peu d'années ! Tirons les leçons de la crise sanitaire : l'urgence écologique et sociale nécessite des moyens d'urgence et d'ampleur.

A commencer par un service public de l'environnement fort pour savoir, conseiller, inciter, contrôler ; à l'opposé de sa destruction méthodique enclenchée ici même depuis plus de dix ans.

Quand la catastrophe sera là, il sera trop tard.

C'est pourquoi :

Vœu

Les représentant-es du personnel au sein de ce Comité Technique Ministériel demandent un moratoire immédiat sur la réduction des effectifs que subit notre ministère de façon constante depuis bien trop d'année. Le temps de la sortie de cette crise correspondra selon toute vraisemblance à la préparation des grandes orientations budgétaires. Ils-elles attendent de nos ministres qu'elles redonnent enfin à leur ministère les moyens de relever le défi de la prochaine crise : la crise écologique.

Les représentant-es du personnel au sein de ce Comité Technique Ministériel exigent également l'arrêt de toutes les réformes, réorganisations et processus associés en cours au nom de la seule efficience budgétaire, bien au-delà de leur suspension. Ils-Elles attendent des garanties de nos ministres, parce qu'aujourd'hui est-ce le seul dialogue social qui est suspendu, pendant que les services et établissements continuent à avancer sur les réorganisations ?